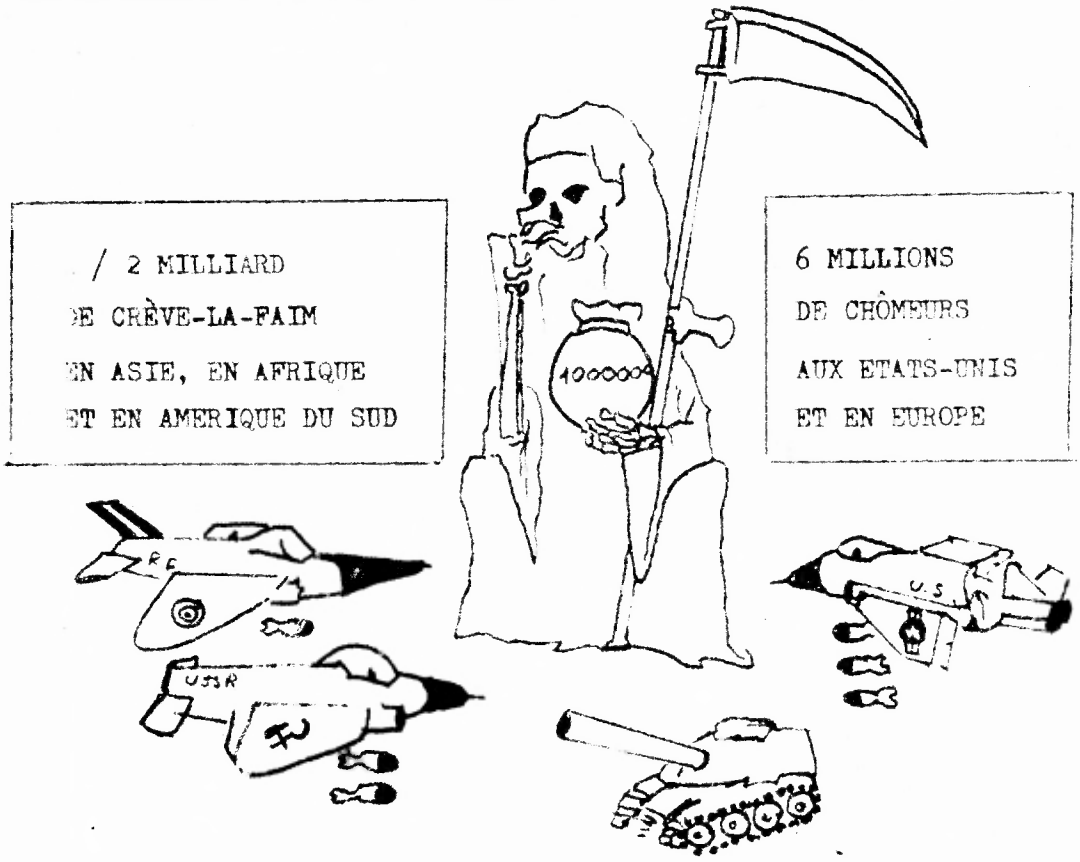
JANVIER 75 / 2 F 50

JEUNE TAUPE !

N°4

POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE

DÉCADENCE DU CAPITAL ET



ECONOMIE DE GUERRE

LES REVOLUTIONNAIRES, L'ARMEE, LA VIOLENCE

MISE AU POINT SUR L'INTERVENTION COMMUNISTE

POING CONTRE POINT (REFLEXIONS SUR L'INTERVENTION)

LA CRISE : MYTHES ET REALITES

SPECTACLE DE LA **C**ONSCIENCE

OU

CONSCIENCE DU **S**PECTACLE

" Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc ..., repose sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres, ainsi que sur la base économique. Il n'en est pas ainsi parceque la situation économique est la cause, qu'elle est la seule active et que tout le reste n'est qu'action passive. Il y a au contraire, action et réaction sur la base de la nécessité économique qui l'emporte toujours en dernière instance."

Fr. Engels - Lettre à Heinz Starkenbourg - 1894

TROTSKY A COYOACAN

Après le film de Losey intitulé " l'assassinat de Trotsky " qui mettait en valeur les derniers jours du " rival exilé de Joseph Staline " tout en exhalant une certaine fascination vis-à-vis du tueur Ramon Mercader (alias Franck Jacson ou Jacques Mornard) dont le rôle était joué " à merveille " par Delon-Borsalino-"Markovitch", c'est la troupe du " Théatre Mécanique " qui a présenté la pièce de H.Lange (allemand de l'est " passé " à l'ouest) sur le même sujet. On peut remarquer, en outre, que Resnais dans son film " Stavisky " a lui aussi tenté d'exorciser sa mauvaise conscience d'intellectuel de " gôche " en montrant les épreuves que dut subir Léon Davidovitch Bronstein durant son exil en France et en jettant des larmes de crocodile sur son expulsion, provoquée selon lui par les suites du " scandale Stavisky " (décret du gouvernement de l'époque réduisant les possibilités d'asile politique en France).

Pourquoi cet intérêt renouvelé pour Trotsky ?

L'explication est à chercher dans le fait que, face à une crise qui remet en cause tous les fondements de son système, et en particulier qui tend à faire perdre l'étiquette " socialiste " que sa forme ultime (la propriété étatique) a prise dans les pays de l'est, le Capital a besoin que se développe le maximum de mystifications idéologiques. Quoi de mieux par exemple et de plus alléchant, par ces temps qui courent, que de montrer la figure du " plus célèbre " opposant au stalinisme ! Et c'est au derniers moments de sa vie d'exilé, de " juif errant ", pourchassé par la Guépéou, enfermé dans la maison-forteresse de Coyoacan, venant d'échapper à un premier attentat des staliniens mené par le peintre Siqueiros, vieux et fatigué mais " toujours debout ", en plein calvaire quoi ..., qu'il apparaît le plus facile à mettre sur un piédestal de " pureté et de courage ". A partir de là, tous les symbolismes outranciers étaient permis pour accentuer les " touches tragiques de la destinée " de l'ex-leader bolchévik, faire des images d'Epinal autour de son " gravissement du Golgotha " et parachever son embaumement pour qu'il rejoigne Lénine dans le mausolée de la place Rouge. Ce sont ainsi, dans la pièce les allusions fréquentes aux vampires qui rôdent autour de la maison et qui sont comparés à Béria, ou bien, dans le film la scène de la corrida et de la mise à mort. On donne ainsi dans un esthétisme morbide destiné aux " amateurs de sensations fortes " et digne de " chair pour Frankenstein " ou des productions de la mode dite " rétro ".

En fait, la " légende " de Trotsky ne fait que s'ajouter comme toile de fond à l'expression de la théorie trotskyste (Programme de Transition 1938) et de la IV° Internationale dont les positions, même avant la guerre 39-45, ne sont pas une rupture politique avec la contre-révolution. Aujourd'hui, remis à flot par Mai 68, tout cela peut constituer un dévoyement de la lutte prolétarienne (y compris en Russie, ce qui est loin d'être négligeable !) et les " gauchistes " travaillent dans ce sens en tant qu'extrême-gauche du Capital.

LES REVOLUTIONNAIRES, L'ARMEE, LA VIOLENCE

"Un peuple sans armée est un peuple d'esclaves"
Marcel CACHIN - L'Humanité - I5 oct.I944

LA SITUATION DANS L'ARMEE

Tout le monde connaît les mouvements divers qui ont secoué l'armée ces derniers mois :

- insoumissions et désertions individuelles ou collectives,
- refus du statut des objecteurs de conscience,
- signatures de pétitions (appel des cent,...) et manifestations (Draguignan),
- collecte organisée par des "libérés" dont le produit a été versé pour le soutien à un insoumis.

Nous ne considérons, bien entendu, que les mouvements concernant les appelés et non les revendications des engagés qui ne nous émeuvent pas plus que les problèmes des flics ou des anciens harkis.

Il s'agit pour les révolutionnaires de se définir par rapport à cette situation tout en se démarquant de deux positions :

- la position "gauchiste" d'un soutien inconditionnel où se mêlent soldats, ouvriers, paysans et petits commerçants,
- la position "localiste" d'une certaine "ultra-gauche" pour qui, seules comptent les luttes sur les lieux de production (contre ce courant, nous affirmons que prolétaires sur notre lieu de travail, nous le sommes tout autant lorsque nous en sommes sortis ou lorsque l'armée nous a affublés d'un uniforme).

Mais se poser le problème des luttes contre l'armée, c'est d'abord poser celui du rôle joué par celle-ci.

On ne peut bien sûr que tirer de grands traits sur le contenu "formateur" de l'armée qui varie sensiblement d'abord entre les "classes" et le reste du temps de "service", puis ensuite entre les trois armes.

L'aspect qui saute immédiatement aux yeux est celui de la préparation à la vie civile. Le fonctionnement de l'armée (et ceci est largement perçu par le contingent !) n'est qu'une caricature de celui de la societé dans son ensemble et vise à adapter à celle-ci. Le culte de la soumission et celui du travail débile sont ses deux principaux atouts. Ceci s'ajoutant au fait de faire effectuer un travail non payé (60 frs par mois !), explique que les mouvements de type"syndicaliste" (appel des cent) aient pu avoir un écho non négligeable dans le contingent, et pas toujours parmi les éléments les plus avancés.

Mais au-delà de cet aspect, il ne faut pas négliger l'aspect purement "militaire" de l'armée, principalement dans l'armée de terre. C'est à cela que vise l'essentiel de "l'instruction" militaire, que ce soit à travers les cours (sic) ou l'entraînement physique. L'enseignement théorique reste attaché à la vieille trilogie "Travail, Famille, Patrie" menacée par l'ennemi. Ce dernier peut être, selon les cas, intérieur (et l'on ne cache pas aux jeunes recrues qu'elles auraient à intervenir en cas de troubles) ou étranger (et il prend généralement dans ce cas un nom à consonance soviétique). Heureusement, le shématisme grossier de ce bourrage de crâne en réduit de beaucoup l'efficacité. Le seul mot de "patrie" provoque à lui seul bien souvent des ricanements discrets. Par contre, l'entraînement physique est généralement plus efficient. Visant à créer des réflexes conditionnés face à des situations artificielles, il est impossible de se soustraire totalement à son influence. Même un individu résistant ne peut sortir totalement intact (temporairement) de cette entreprise d'asservissement.

-Ainsi un double objectif est rempli : le contingent sert de cobaye dans l'étude des meilleurs moyens de fabriquer de la chair à canon et l'armée peut toujours espérer - même si le rendement obtenu n'est que rarement celui escompté - qu'il en restera toujours quelque chose et que le jour où cela s'avérera nécéssaire l'embrigadement s'en trouvera facilité. De toute façon, à défaut de cette acceptation à moyen ou long terme, une autre - cette fois-ci à court terme - est recherchée : celle du militarisme et de l'économie de guerre. Ceci est important : le capitalisme ne recourt à la guerre ouverte dans les pays développés que lorsque les diverses mesures de replâtrage ont fait faillite. Face à une crise de surproduction, la réponse logique est de chercher de nouveaux champs d'investissement et le militarisme est un de ceux-là. La production d'armements ne représente qu'un cas particulier de la production de marchandises avec la particularité "appréciable" de voir son marché s'élargir en temps de crise, au dépend il est vrai d'autres secteurs de la production. Pour les pays exportateurs, tels la France, elle présente le double avantage de résorber une bonne part du chômage latent (et elle est défendue comme telle par les syndicats : cf. l'affaire Sthelin où ceux-ci élevèrent la voix pour vanter les mérites des avions Dassault et la garantie d'emplois qu'ils représentent; cf. également l'affaire Lip où en compagnie des "gauchistes", la CFDT et la CGT mirent "sous la table" la question du secteur armement de l'entreprise en ne cherchant à résoudre que le problème des licenciements) et de permettre un déplacement temporaire vers quelques zones localisées (Indochine, Moyen-Orient) des tendances à la guerre inhérentes au système. Cependant cette situation ne peut avoir qu'un temps. La concordance d'une accumulation massive d'armements et de la nécéssité d'une redistribution mondiale du marché (pour permettre une réalisation effective et "durable" de la plus-value) comporte une conséquence : la descente à la guerre mondiale si l'activité autonome du prolétariat ne vient pas mettre fin une fois pour toute au règne de la production marchande.

LES REVOLUTIONNAIRES ET L'ARMEE

Face à l'armée, diverses positions ont été affirmées depuis quelques années par ce que l'on nomme habituellement "l'extrême-gauche".

Seules sont critiquées ici les positions des groupes qui se sont illustrés de façon "notable" dans des campagnes anti-militaristes. D'autres ont manifesté leur position sur l'armée "par la bande" : ainsi "Lutte Ouvrière", lors des grèves lycéennes sur les sursis (printemps 73), avec son mot d'ordre "apprentissage des armes sur les lieux de travail" !Seuls des "cerveaux usinistes" comme ceux des trotskystes de L.O pouvaient parvenir à cette trouvaille qui permettrait au Capital "d'enfermer le prolétariat un peu plus longtemps entre des murs où le travail salarié émiette sa conscience de classe révolutionnaire". Quand aux divers résidus "maoïstes", ils se sont cantonnés soit dans le silence, soit dans le suivisme vis-à-vis des comités d'inspiration trotskyste.

Deux grandes tendances se dégagent donc : celle des "gauchistes-léninistes" divers et celle des anarchistes et assimilés.

- les "gauchistes" : ce sont surtout les trotskystes qui ont mené les opérations sur ce problème. On connaît leur stratégie générale : il s'agit de créer à côté de leur organisation propre, d'autres organisations-croupions qui doivent permettre (pour chacun de ces "mini-partis auto-proclamés") d'encadrer des troupes un peu plus nombreuses et ainsi d'occuper les militants conçus comme des "machines à coller des affiches, distribuer des tracts,..., voire à recruter à qui mieux-mieux". C'est la "stratégie des différents secteurs d'intervention" mise en vogue par le mouvement du 22 mars et théorisée après Mai 68 : les étudiants, les ouvriers, les femmes, les homosexuels, les appelés, etc... chacun de ces secteurs étant considéré de façon entièrement séparée des autres et au sein de chacun, l'opportu-

nisme et le démocratisme les plus effrenés étant de rigueur afin de ne pas "effrayer les masses", de gagner des adhérents et de maintenir une unité de façade ! Un exemple frappant de ce fait fut représenté par le C.A.M (Comité Anti-Militariste) qui visait à réunir un peu tout le monde : des "marxistes-léninistes" aux objecteurs de conscience. La fonte rapide des effectifs de ce comité n'a pas servi de leçon à ses "animateurs" pour lesquels des problèmes tels que ceux des "armées rouges" (URSS et pays de l'est) ou "populaires" (Chine) sont des sujets tabous ou proscrits. De ce C.A.M est sorti le C.D.A (Comité de Défense des Appelés) constitué essentiellement par l'ex-L.C ou F.C.R (aujourd'hui "Ligue Communiste Révolutionnaire"). Le C.A.M s'est alors trouvé réduit aux militants de "Révolution!" et à quelques intellectuels de "gôche" du genre D.Guérin ou P.Vidal-Naquet !

Pour le C.D.A, la situation est claire : les seuls individus intéressants sont ceux qui effectuent leur service militaire. On connaît la vieille théorie qui se cache derrière ceci : les révolutionnaires doivent absolument faire le service actif pour "apprendre à se servir des armes et empêcher la constitution d'une armée de métier". Ces "stratèges" ne font qu'oublier deux choses :

- l'apprentissage des armes que l'on fait pendant le service militaire est peu différent de celui que l'on peut faire dans la première fête foraine venue (dans l'armée de l'air par exemple les fusils utilisés - d'ailleurs un très petit nombre de fois - par les recrues sont des fusils à air comprimé du même genre que ceux de la foire du Trône !). De plus il faut souligner que dans les révolutions passées l'usage des armes par le prolétariat était toujours appris "sur le tas" grâce à la force créatrice concentrée dans le mouvement lors de ces journées insurrectionnelles et n'avait rien à voir avec des "quelconques souvenirs militaires" ! Cependant il se peut qu'à la lumière des dernières découvertes de ces idéologues bolcheviques, l'échec des révolutions en question n'ait plus sa source unique dans "l'absence du Parti" mais également dans la trop faible durée du service militaire pour apprendre le maniement des armes ! (?)

- l'existence ou la non-existence d'une armée de métier n'est aucunement influencée par les gesticulations trotskystes mais uniquement par les besoins et les moyens du Capital à un moment donné. Peut-on d'ailleurs réellement dire qu'aujourd'hui, en dépit du maintien du service des appelés, il n'y ait pas armée de métier ? En effet, tous les postes présentant une certaine technicité, une importance stratégique ou tactique sont occupés par des engagés (par exemple plus de la moitié de l'effectif dans l'armée de l'air). En plusieurs points de la France existent des camps utilisés pour l'entraînement de brigades militaires professionnelles en prévision de l'affrontement contre "l'ennemi intérieur". Les "gauchistes" pensent sans doute que c'est le contingent, qu'il soit employé à conduire des véhicules militaires ou à remplir des imprimés, qui pourra s'opposer à cette évolution déterminée par le mouvement propre du Capital.

- les anarchistes : si les trotskystes se sont spécialisés dans l'anti-militarisme au sein de l'armée, les anarchistes sont pour leur part, braqués sur l'action "extérieure" : insoumission, objection de conscience. Cet anti-militarisme pourrait paraître plus cohérent que le précédent si justement sa tare originelle n'était pas de n'être qu'un anti-militarisme. Pour les anarchistes, le militarisme (comme l'état) est un mal en-soi, et non la conséquence inévitable de certains rapports sociaux. Il en découle une attitude vis-à-vis de l'armée qui n'est pas sans évoquer un certain judéo-christianisme (certains anarchistes ne sont-ils pas retrouvés au côté des témoins de Jéhova ou du très déiste Lanza del Vasto dans le combat pour le statut des objecteurs de conscience ?). Ainsi on constate un culte du sacrifice

exemplaire, de la croisade pour la bonne parole. Ne pouvant saisir la source du "mal" ou trop impatients pour se donner les moyens de masse de combattre l'armée, les anarchistes recourent à l'action individuelle qui leur apparaît la seule solution efficace pour s'en sortir dans l'immédiat. Cependant il faut, pour nuancer ce jugement, ajouter que les actes individuels de "refus de l'armée" tendent de plus en plus à s'accompagner de tentatives d'explication politique : mais cela, tout en représentant un "progrès", n'est pas un abri contre le piège de "l'exemplarité" !

ALORS NOUS DIRA-T-ON, APRES CES CRITIQUES, QUELLE EST LA POSITION DE PRINCIPE DES REVOLUTIONNAIRES FACE A L'ARMEE ?

Quitte à paraître esquiver la question, nous répondrons qu'il n'y en a pas !

- A contre-courant de "l'héroïsme militant", il ne saurait être question d'appeller à se constituer des "organisations de soldats" (qui de plus ne pourraient avoir qu'une action syndicale) pas plus qu'à déserter ou à s'insoumettre.

- Nous ne portons pas non plus de jugement à priori contre ceux qui choisissent un de ces types d'action (à part contre les comités "syndicalistes", "frontistes", "activistes", de type "gauchiste"), mais nous nous réservons le droit de critiquer le contenu qu'ils donnent eux-mêmes à leurs actes ou celui que leur impose la situation.

- Il n'y a pas également de condamnation à prononcer contre les "combines" diverses visant à passer au travers du service militaire, ou à l'effectuer dans les moins mauvaises conditions possibles.

Qu'ils soient appelés, réformés ou insoumis, les révolutionnaires restent des prolétaires et non pas des héros offerts en exemples à la masse considérée comme "amorphe". De plus, ils n'oublient pas que leur combat se mène contre le système capitaliste et non pas simplement contre un de ses aspects séparé des autres.

L'ORGANISATION DE LA VIOLENCE

- On ne peut pas poser le problème de l'armée sans déboucher sur un autre qui est sous-jacent : celui de la violence pendant la période révolutionnaire et de ses formes d'organisation.

Les communistes savent depuis longtemps que la guerre inter-impérialiste avec son cortège de massacres ne pourra voir la fin qu'au prix d'une guerre de classes sans merci:

- au niveau intérieur d'abord contre la bourgeoisie et ses corps répressifs ainsi que contre les classes moyennes attachées au maintien de l'ordre existant (paysans défendant la proprieté de la terre par exemple),

- au niveau extérieur ensuite contre les armées levées par les pays n'ayant pas encore été frappés par la révolution.

C'est pourquoi la guerre apparaît comme un des problèmes cruciaux de cette période : un de ceux dont tout dépendra (les questions posées par la "guerre révolutionnaire" seront traitées dans une brochure théorique en préparation : "Brest-Litovsk : un traité contre l'extension de la révolution"). Cette importance nécessite une réponse claire à la question suivante :

- Quelle forme prendra l'organisation du prolétariat participant à cet affrontement et qui en aura le contrôle technique ("militaire") et politique ? En d'autres termes, la dictature du prolétariat est-elle une formule pour idéologues marxisants ou une réalité pratique du mouvement communiste ?

Ceci implique que la guerre révolutionnaire ne peut être menée par une armée d'état (telle par exemple l'armée "rouge" organisée par Trots-

ky) mais par ce que l'on pourrait nommer "un détachement armé du prolétariat". Cette fraction du prolétariat déléguée par l'ensemble de la classe au secteur de la guerre, comme d'autres fractions seront déléguées à la production ou à tout autre secteur pendant la période de transition (c'est-à-dire la durée d'extension de la révolution, de la destruction de l'état et des rapports capitalistes à l'échelle mondiale) ne saurait en aucun cas se constituer en force autonome. Elle ne peut être que l'émanation de l'organisation de classe du prolétariat (Conseils, Soviets,...) et placée sous son contrôle permanent. Cette nécéssaire organisation de la violence de la classe vis-à-vis des forces capitalistes est complémentaire de la tout autant nécéssaire absence de violence dans le réglement des problèmes surgis au sein du prolétariat.

Il est clair donc, d'après ce qui précède, que le détachement armé du prolétariat sera un PRODUIT DE LA LUTTE ET NON DE STRUCTURES PREEXISTANTES. En particulier, rien ne permet de penser que ce qui était dans la période précédente le "contingent" ait à y jouer un rôle quelconque. La dictature du prolétariat ne vise pas à établir un "contrôle" sur l'armée mais à la détruire. On peut se demander à ce propos le rôle que tiendraient dans ce mouvement des conseils de soldats analogues à ceux nés dans la vague révolutionnaire du début du siècle. Sans nier la possibilité de telles créations, elles apparaissent aujourd'hui comme moins probables, voire même très improbables à un stade avancé de la lutte. Dans une période d'agitation sociale importante, on verrait sûrement naître à leur place des organisations autonomes remettant en cause la notion même de soldat. Dans le passage à un stade insurrectionnel, cela se traduirait certainement par des désertions massives laissant face à face deux camps : CELUI DU CAPITAL AVEC SON ARMEE, CELUI DU PROLETARIAT COMPRENANT CEUX DE SES MEMBRES QUI ETAIENT ENCORE PEU DE TEMPS AVANT DEGUISES EN SOLDATS.

La révolution ne sera possible que si le prolétariat sait imposer sa dictature et se donner les moyens d'une violence de classe pour mettre fin au règne du salariat et de la production marchande.

"Nous avons actuellement affaire à une armée identique aux armées au service de l'état et à des corps de répression classique. Comme auparavant la police fonctionne contre les travailleurs qui veulent faire quelque chose d'utile socialement ...En un mot : la révolution sociale est étranglée...Nous sommes les seuls à ne pas être encore militarisés, en opposition aux accords de la CNT et de la FAI. Non seulement le gouvernement va nous retirer son aide mais aussi l'Organisation. Notre colonne aurait pu défendre strictement nos principes révolutionnaires bases de notre caractère, devant la carence, l'absence d'aide, nous devons reconnaître l'échec de notre système militaire."

Colonne de Fer - Linea de Fuego : I6 février I937

"Il est de l'essence de la lutte de classe internationale consciente que le socialiste voie la coopération avec les socialistes des autres pays comme un tout, qu'il collabore au but commun pour sa part dans son propre pays, qu'il considère sa lutte et celle des socialistes dans les autres pays comme des fonctions complémentaires...C'est dans ce sens et sous cette forme qu'à la guerre du capitalisme s'oppose la révolution sociale de la classe ouvrière."

Artilleur Karl Liebknecht - Lettre au tribunal de la Commandanture : Berlin 8 mai I916

Avant-Propos : nous publions ici les réflexions d'un camarade qui est en accord avec les positions de "Pour une Intervention Communiste", qui est en voie de participer à toutes ses activités et qui assista en particulier à la réunion du I9 octobre à la suite de la circulaire sur le Portugal (cf.JT n°3) et dont un compte-rendu se trouve ci-après dans ce numéro.

POING CONTRE POINT...
(REFLEXIONS SUR L'INTERVENTION)

Une fanfare de voix suaves de certitudes et de sûretés se répandait dans la salle de Jussieu le I9 octobre. Le marbre de l'assurance, poing de la sûreté, secouait la tête des communistes concernés par la circulaire du PIC...

La querelle intestine ne mérite pas de mots supplémentaires au prix où est le papier, mais il nous vient à l'idée une question de choix face à la lividité présente ou absente des camarades de l'ultra-gauche: INCONSCIENCE OU SUFFISANCE ?

- Le premier terme du dilemne serait à la limite excusable voire remédiable, mais l'angoisse nous indispose à l'idée du second.
- Faut-il être des "assis" au point de rejeter tout effort et même toute espèce de "tentative d'effort" en vue de l'intervention ? Faut-il être assez "cloué" pour garder entre des mots spécifiques à telle ou telle tendance une vérité mirrifique, salvatrice et finale ?

La révolution n'est pas affaire d'ergoteurs et de sectaires, les faits sont là ! Il faut lever les yeux et non pas les boucliers : les "mouroirs" (lieux spéciaux où viennent crever les affamés aux Indes et I/2 milliard au total en Asie, Afrique, Amérique du sud), le chômage de masse, la préparation d'un massacre au Portugal sont des réalités de la Décadence du Capital et pas simplement des concepts. Il n'y a pas à attendre de nouveaux Chili et dire en chambre : "on avait bien analysé, nos prévisions s'avèrent exactes", ni non plus satisfaits de cela, guetter une autre matière d'article !

Les révolutionnaires doivent poser des jalons a dit le rapporteur du groupe "Révolution Internationale":

- Quand ? Comment ? En attendant que les pronostics des revues à I000 exemplaires soient justifiés ?
- Non, l'intervention doit être le premier réflexe du révolutionnaire face à la situation qu'il analyse adéquate. Discuter, aller à la discussion, non pas pour racoller en vue d'une organisation mais pour intervenir du principe même des positions que nous avons de communes.
- Le Portugal aujourd'hui s'impose comme étant la mèche d'une traînée de poudre qui peut faire exploser l'Europe, et briser une fois de plus la lutte de la classe.

Intervenir sur le Portugal, dans ces conditions, c'est poser un jalon. La création d'un "comité communiste" sur cette position serait proposer à l'ultra-gauche, aux révolutionnaires, un terrain d'action propice à une ouverture, certes difficile à contenir, mais nécéssaire à l'évolution du courant.

Est-ce que la discussion d'une dimension plus grande fait peur aux chapelains ? Il n'est pas sous-entendu, comme R.I a feint de l'interpréter, qu'un tel comité irait jusqu'au-boutisme, deviendrait permanent et sombrerait ainsi inévitablement dans le frontisme et le bureaucratisme...Ce ne fut qu'une tentative d'excuse destinée à camoufler leur attentisme ! Mais il ne faut pas se leurrer non plus dans une équivoque contraire. Certains se défendent en posant que l'intérvention c'est du délire : argument facile mais qui nous permet de répondre. Il ne s'agit pas d'un activisme comme l'envisage le groupe de

Vitry (ex-O.R.A) qui se torture à l'idée de savoir si les gens de Vitry se sentiront concernés par la situation au Portugal. Ce comité d'intervention répondrait à ceux qui, écoeurés du gauchisme ou autres idéologies de la contro-révolution, se posent des questions...et ils sont nombreux, seulement la vocation monastique ne les attire guère !

Comité veut dire : pôle de discussions et de rapports "ouverts". Ce serait sortir le courant communiste de l'ornière, signaler qu'il existe hors des catacombes et qu'il n'est pas besoin de passer par des épreuves "initiatiques" pour le rencontrer (personnellement ce genre d'épreuve me fut imposé avec un groupe récemment défunt). Il est évident que plus le rôle de l'ultra-gauche se fera jour, même à contre-courant, plus de jalons seront posés et que cessera un style d'articles "écrits pour dans dix siècles", comme disait quelqu'un ! En attendant, combien il est désespérant de se heurter à des positions aussi "froides" que celles exprimées par les sectes (présentes ou absentes à cette réunion) qui pontifient en étant sûres de l'attraction "indispensable" qu'elles doivent représenter dans l'avenir...

Il y a un autre point gênant au sein de notre courant : c'est le choix d'un verbiage codé, par moment véritable langage de confréries. Ce choix justifie d'ailleurs amplement le pusillanisme sur l'intervention. Adopter une froideur circonspecte à outrance n'est guère enthousiasment,le ton pseudo-scientifique ne repose en fait sur aucune raison majeure. Il n'y a pas de tare ni de forme d'humanisme (ou de populisme) à vouloir écrire le plus clairement possible. Qui peut nous lire ? Sans doute quelques intellectuels forcenés. Bien entendu, on peut rétorquer à cette question que l'essentiel est l'explication scientifique la plus rigoureuse de l'analyse opérée. Mais lorsque Marx s'adressait à la classe, il était simple, voire même chaleureux : cf. "le Manifeste Communiste"ou la plupart des textes politiques comme"la Guerre Civile en France". Aujourd'hui, nombre de gens isolés qui pourraient être gagnés par les positions de classe, reculent devant notre littérature, pris de frayeur à l'idée de déchiffrer de véritables prosopopées. Nous le répétons, cette attitude stylistique vue de l'extérieur est fondamentalement perçue comme étant liée au comportement attentiste, élitiste et solitaire des principaux groupes connus. Mais rassurons nous, comme eux, en disant : "ce n'est pas grave, le prolétariat n'est pas en péril" !

Une dernière remarque : on a eu l'impression le jour de la réunion que R.I entre autres était venu accessoirement pour voir s'il n'y avait pas quelques désorganisés à glaner. Merde. Le ton condescendant du rapporteur et l'imbroglio de son discours portaient à croire cela (nous ne voulons pas charger plus spécialement R.I mais ce groupe nous sert d'exemple). En un mot, cette attitude se traduit comme suit: c'est nous les détenteurs du savoir et de la vérité révolutionnaire; nous sommes seuls aptes à juger, apprécier et orienter tous les courants; en fait c'est nous qu'il faut écouter et surtout lire ! On dénote cette même suffisance chez ceux qui, potassant "leurs petits livres dans leurs petits coins" (les "Invariantistes" ou assimilés), pensent pour des lendemains qui chantent et tirent sur leur gauloise après s'être bien passé la main dans les cheveux...Nous ne réciterons pas la phrase de Pannekoek qui se trouve au dos de chaque numéro de "Jeune Taupe"...Mais au diable les superstitions, les grises mines, les airs introvertis et les problèmes personnels : il faut garder à l'esprit les limites des anciennes idées, comprendre l'influence des conditions historiques pour les enrichir en les dépassant et libérer la pensée de réticences devenues des tabous.

> "Pour le mouvement prolétarien, l'auto-critique, une auto-critique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre"
> Rosa Luxembourg - Brochure de Junius

A PROPOS DU PORTUGAL...

Le samedi I9 octobre s'est tenue une réunion (convoquée par le P.I.C sous forme de circulaire-appel ; cf.reproduction dans le n°3 de J.T) entre quelques groupes et éléments du "courant communiste". Cette circulaire définissait les bases d'une discussion sur la situation au Portugal depuis le 25 avril, les enseignements que les révolutionnaires pouvaient tirer de cette situation particulière pour l'évolution politique future du capitalisme et de la lutte des classes dans le monde entier, enfin la "possibilité" de mener à partir de tout cela une action commune des communistes avec un maximum de cohérence théorico-pratique.

PREMIERE CONSTATATION : malgré un envoi "important" de circulaires tant en France qu'à l'échelle internationale, les réponses de ceux qui ne pouvaient pas venir à la réunion brillaient par leur absence (la grève des travailleurs P.T.T n'avait pas encore démarré à ce moment là !). Quant au nombre des participants, il était très faible alors que la plupart des adresses en France sont à Paris.

Donc la situation créée au Portugal ne semble pas sensibiliser outre-mesure toute une partie de ce que l'on appelle le "courant communiste". Ne pas voir ou ne pas vouloir voir dans le processus engagé au Portugal, le début des grandes manoeuvres anti-prolétariennes du Capital en Europe face à la crise ainsi que leurs conséquences sur la lutte des classes, est un fait que l'on ne peut que regretter. Mais que certains groupes qui avaient manifesté peu de temps auparavant leur désir de discuter avec le P.I.C n'aient pas daigné se déplacer pour profiter au moins de l'occasion ainsi offerte, ni même d'envoyer des critiques écrites, voilà par contre quelque chose qui peut faire douter de l'acuité de leurs analyses ou de leur volonté révolutionnaire ! Et que dire de ceux qui avaient déjà effectivement engagé une action vis-à-vis de la situation au Portugal : "Mise au point" par exemple dont nous signalons au passage la publication du n°3 intitulé "Portugal, une lutte exemplaire : les travailleurs de la TAP face au PCP et à l'armée démocratique", ainsi que la parution prochaine aux éditions Spartacus d'un livre "Portugal : l'autre combat" !

Il est certain d'autre part que dans quelques groupes, l'on doit traiter le Portugal et le mouvement d'affrontement de classe engagé là-bas par-dessus la jambe car on n'y voit que revendications et classe ouvrière amorphe et que l'on attend le surgissement d'un "prolétariat pour soi", immédiatement révolutionnaire...voire même que l'on n'y décèle aucune "tendance à la communauté", "à la classe universelle", etc...

LE DEROULEMENT DE LA DISCUSSION :

Donc étaient simplement présents (outre le P.I.C) des représentants du groupe "Révolution Internationale", des éléments en rupture de gauchisme : de Vitry (ex-O.R.A), de Beauvais, des camarades isolés d'origine espagnole et portugaise.

La courte introduction du P.I.C avait pour but essentiel, après avoir rappelé les termes de la circulaire, d'écarter d'emblée deux positions que l'on retrouve fréquemment dans le courant "ultra-gauche" et qui ne sont d'ailleurs que les deux manifestations parallèles de la même impuissance de ce courant :

- la position activiste qui sans vérification préalable d'un accord théorique cherche à rassembler le plus de monde possible pour

"faire" quelque chose, et qui pose d'emblée les problèmes en termes de possibilités d'action, de moyens techniques, etc...

- la position attentiste découlant en général d'une vision programmiste du communisme et élitiste des révolutionnaires. Attitude courante qui mène ceux qui l'adoptent à rechercher à travers les polémiques "hautement théoriques" et les affirmations dogmatiques, les meilleurs prétextes pour au contraire "ne rien faire".

Ce sont ces deux positions par rapport auxquelles le P.I.C avait tenu à se démarquer nettement avant toute discussion, que nous verrons s'affronter pourtant par la suite.

Discussion ouverte par R.I qui affirme :

I) que le Portugal n'est plus aujourd'hui d'actualité, que la situation y est maintenant en décalage devant les rapports actuels Capital -classe ouvrière à l'échelle européenne et donc considère que le PIC lance une action "localiste" qui enfermerait les révolutionnaires sur le problème du seul Portugal alors que l'Espagne et l'Italie se révèlent tout aussi importants aujourd'hui;

2) qu'il ne faut pas mettre sur pied un éventuel comité. En effet, R.I pense que ce type de structure est hybride c'est-à-dire à mi-chemin entre les organisations de la classe (Conseils) et les organisations de révolutionnaires. Ce groupe estime donc qu'une telle structure laisserait dans la confusion les éléments isolés et serait une prime à leur refus de s'organiser véritablement : à ce sujet, nous disons que R.I a raison de souligner qu'il n'existe pas de révolutionnaires isolés; mais par contre a tort de présenter la seule alternative : soit disparaître (.!), soit s'intégrer immédiatement à une organisation, car c'est rayer ainsi d'un trait tout le processus de maturation, parfois lente et en dents de scie, qui se manifeste chez les éléments à la recherche de positions globales de classe;

3) que pour ces deux raisons, l'organisation (R.I) ne participera pas à la campagne.

Le groupe de Vitry (ex-O.R.A) enchaîne sur les difficultés que peut avoir un groupe "local" comme lui pour "faire passer" l'idée de solidarité internationale au niveau du lieu géographique sur lequel il intervient principalement. Il se pose uniquement les problèmes pratiques de la création du comité et bien qu'en n'ayant discuté aucun des termes de la circulaire, il s'affirme d'accord avec l'analyse qu'elle dégage.

Le P.I.C répond immédiatement en faisant d'abord remarquer que les deux positions condamnées dans l'introduction réapparaissent dans les interventions précédentes, puis s'adresse à R.I :

I) si le Portugal demeure parfaitement actuel. Ce qui le "différencie" du reste de l'Europe c'est que le processus contre-révolutionnaire y est engagé avec la gauche au pouvoir, gauche contre laquelle certains mouvements prolétariens ont été amenés déjà à s'affronter (CTT, TAP). Ainsi le Portugal reste un test pour le Capital. Il faut que les révolutionnaires non seulement le constate (cf. ce qui s'est fait dans un premier temps avec le tract de juin signé en commun par R.I, le P.I.C et d'autres groupes internationaux : "Au Portugal, le Capital affronte le prolétariat mondial"), mais en tant que fraction de la classe, ils doivent aussi intervenir en dénonçant dans "l'aujourd'hui" du Portugal,"le demain" de l'Espagne, de la France, de l'Italie,... Outre la circulaire, ceci était clairement exprimé dans le tract d'octobre : "MFA-PC-PS : camisole de force pour le prolétariat portugais".

2) le comité n'est pas une prime aux éléments isolés. C'est au contraire un lieu privilégié de discussion et d'action qui peut amener ces éléments en rupture avec la contre-révolution à rejoindre pleinement

et à s'approprier les positions communistes. C'est donc à la fois un moyen d'action et de maturation de la conscience de classe. On peut juger à quoi conduit la négation d'un tel jalon dans le processus révolutionnaire en lisant maintenant la réponse écrite de R.I au P.I.C (cf. n°I2) qui, outre ses injonctions paternalistes, se rapproche d'une vision léniniste en disant : "...comprendre la nécéssité...d'une organisation comme seul cadre de l'activité des révolutionnaires" (souligné par R.I). En clair, cela veut-il dire : "hors du Parti, point de salut !"? Ou "impossibilité de la constitution de noyaux ouvriers communistes" ? La classe ouvrière ne serait-elle plus le sujet historique ? On peut se poser cette dernière question en relevant (toujours dans la même réponse) que "les problèmes qui sont aujourd'hui les plus difficiles à assimiler par le mouvement révolutionnaire" seraient en particulier : "la compréhension de la fonction, du mode de fonctionnement et de la structure d'une organisation des révolutionnaires" (souligné par nous). Va-t-on suppléer aux manques du mouvement de montée des luttes (hétérogénéité de la conscience) par des mesures "strictement organisationnelles" empruntées aux thèses de "Que faire" (en "construisant" le Parti comme les trotskystes!) ou justement en comprenant la fonction primordiale des révolutionnaires qui est l'intervention pour contribuer à la clarification des tâches communistes de l'ensemble de la classe ? Il serait bon parfois de relire Rosa : "...la séparation rigoureuse du noyau organisé par rapport à l'ambiance révolutionnaire - comme l'entend Lénine - nous paraît donc une transposition mécanique des principes d'organisation blanquistes de cercles de conjurés, dans le mouvement socialiste des masses ouvrières." (cf. Questions d'organisation de la social-démocratie russe - I904).

Ensuite, le P.I.C avait répondu au groupe de Vitry :

- c'est un faux problème que de penser qu'il s'agisse de convaincre le prolétariat de Vitry (ou d'ailleurs) d'un seul coup. Mais il faut oeuvrer à la diffusion des positions communistes sur la situation au Portugal et ses conséquences pour le prolétariat mondial. Il demande donc aux représentants de ce groupe de se prononcer avant tout sur l'analyse et les positions à mettre en avant. On peut juger ici des tares de ceux qui suppléent par l'activisme et le localisme à leur absence de rupture théorique avec la contre-révolution car il suffit maintenant de se rapporter à la revue de ce groupe qui, bien que distinct de l'O.R.A, n'a pas rompu avec les théories anarchistes. En effet, alors qu'il se déclarait d'accord avec l'analyse de la circulaire, on peut lire dans "le petit libertaire" (n°2) sous le titre "Spinola-C.I.A même combat" : "Au Portugal, comme en Espagne en I936, il est nécéssaire que le gouvernement arme la classe ouvrière" (sic).

A partir de là, la discussion allait prendre l'allure d'une répétition des thèses déjà exprimées, en particulier dans un débat bilatéral entre R.I et le P.I.C auxquel participèrent parfois d'autres éléments. Ainsi ceux de Beauvais qui sans discuter eux non plus les termes de la circulaire, intervinrent uniquement pour critiquer la conception dite "catastrophique", commune à R.I et au P.I.C. Cela montra le profond fossé qui sépare beaucoup d'éléments des notions de crise et de décadence propres au courant communiste. Ainsi malgré sa volonté d'agir, ce "groupe" de Beauvais (dont plusieurs membres sont aujourd'hui à Paris) s'est révélé en désaccord avec les racines théoriques mêmes de la circulaire. Ce désaccord gagnerait d'ailleurs à être beaucoup plus explicité et non pas d'une façon académique comme ce fut le cas. En effet, nous apprîmes - avec grand profit !- que les membres de R.I avaient lu Marx et qu'un élément de Beauvais avait écrit une thèse sur Rosa Luxembourg.

Le P.I.C réaffirma constamment sa position de base : le fait

que le processus soit engagé au Portugal fait de la situation de ce pays un moyen privilégié d'analyse et d'action pour les révolutionnaires à partir duquel il est possible de tirer des enseignements vis-à-vis de l'avenir de la lutte des classes dans le reste du monde et de l'intervention des communistes dans cette lutte. Le Comité aurait pour but de réunir les énergies des communistes qui comprennent cela.

De son côté, R.I se livra à un "étrange ballet" donnant surtout l'impression de justifier une réticence profonde à l'intervention : ce groupe en effet dansa d'un argument ("action sur le Portugal = action spécifique", "les révolutionnaires n'agissent que mondialement") sur l'autre ("Comité = frontisme, confusionnisme, etc..."). L'accusation , qui lui faite par un militant du P.I.C, de cacher sous des prétextes fallacieux - dont en plus on use de façon séparée sans pouvoir affirmer lequel est déterminant -, son absence dans la lutte de classe, resta évidemment sans réponse.

Considérant alors, d'une part qu'aucun accord n'était possible entre les participants à la réunion, d'autre part que la faible participation ne permettait pas d'envisager la création d'un comité à court terme mais non définitivement car il fallait attendre la totalité des réponses autant en France qu'au niveau international, le P.I.C déplora que les fractions qui semblaient les plus conscientes dans le courant communiste s'enlisent dans l'incompréhension des tâches révolutionnaires alors que l'aggravation de la crise mondiale du Capital et les potentialités d'autonomie qui s'affirment actuellement dans le prolétariat, devraient leur ouvrir les yeux à ce sujet.

Pour conclure, le P.I.C précise qu'il continuera de mener sa propre action vis-à-vis du Portugal sans bien sûr délaisser pour autant les autres interventions nécéssaires, sur la situation sociale en France par exemple (cf. tract : "Hausse des prix - Inflation - Chômage, il n'y a pas "mauvaise gestion" mais crise du capitalisme" I7/II /74), ou sur les menaces de guerre mondiale (cf. tract : "Alarme" I6/I/75).

La campagne de dénonciation du processus d'embrigadement démocratique et anti-fasciste au Portugal qui préfigure celui qui peut se dérouler dans toute l'Europe, devra prendre toute son ampleur à partir de janvier 75 avec la perspective des élections à la constituante (qui sont repoussées en avril à condition que la division entre les fractions capitalistes n'entraîne pas avant un écrasement du prolétariat que la crise a fait apparaître sur la scène politique à travers ses luttes de mai-juin !).

"Nous faisons partie de l'Europe et nous comptons tirer avantageusement profit du développement des relations qui nous unissent au continent. D'un autre côté, l'Europe a tout à gagner de la présence au Portugal, et dans la péninsule ibérique, d'une stabilité démocratique qui se réalisera uniquement au travers du développement de l'économie nationale"

Interview de Mario Soares (ministre des affaires étrangères et secrétaire du P.S portugais) publiée le 3/I2/74 à la fois par Le Monde, Die Welt, The Times, La Stampa.

"Le nationalisme au meilleur sens du terme, le socialisme comme moyen de mobiliser les énergies pour assurer l'avenir, sont très proches des sentiments du peuple français"

Jacques Chirac (premier ministre français) à Saddam Hussein, son homologue irakien - 4/I2/74

MISE AU POINT SUR L'INTERVENTION COMMUNISTE

L'intervention des révolutionnaires n'est pas un problème qui se pose "in abstracto", sans aucune considération de temps, de lieu et de moyens. Elle ne peut être envisagée comme la simple "action" des révolutionnaires vers l'extérieur, indépendamment de toute contingence, action souvent sacralisée, érigée en preuve essentielle de révolutionnarité. Elle est et a été jusqu'à maintenant au contraire fortement déterminée par des situations historiques, politiques et pratiques.

"Qu'importe ce que l'on fait, l'important est de le faire", disent certains (que l'on peut baptiser "activistes" ou "interventionnistes"!). Nous disons quant à nous, et nous le montrons, que l'intervention des révolutionnaires ne se fait pas n'importe quand, n'importe où et n'importe comment !

LES CONDITIONS DE L'INTERVENTION

L'on n'intervient pas n'importe quand !

L'histoire du capitalisme nous a montré que l'intervention des révolutionnaires, - c'est-à-dire l'acte par lequel les communistes diffusent les principes de classe au sein du prolétariat et participent de son mouvement vers l'émancipation -, n'était pas toujours possible avec le maximum d'efficacité. Ce fut particulièrement le cas de cette longue période dont nous sortons à peine, qui, de la dégénérescence de la révolution russe (début des années 20) à la reprise au niveau mondial de la lutte autonome du prolétariat sous les coups de la crise du Capital (années 67-68), a jeté le voile noir de la contre-révolution sur la théorie et l'action communiste.

Donc cette période fut très néfaste pour l'intervention. Face à la contre-révolution qui anéantit, sous sa forme stalinienne en particulier, tout le mouvement ouvrier mondial, quelles pouvaient être les tâches des <u>infimes</u> minorités communistes qui résistaient avec plus ou moins de force à ce raz de marée du Capital <u>décadent mais victorieux</u> et qui conduisit l'humanité aux portes de la barbarie ?

Etroitement déterminé par cette situation, le premier acte des révolutionnaires fut de placer entre eux et la contre-révolution triomphante <u>le maximum de barrières possibles</u>. Ceci pour deux raisons essentielles :

- retrouver et défendre les positions initiales du mouvement prolétarien qui avaient été emportées dans la tourmente,
- tirer un bilan de la période : comprendre les causes de son avènement, ce qui amena les révolutionnaires a élaborer une analyse serrée de la dégénérescence de la révolution russe et de tout le mouvement ouvrier. Plus globalement, cette analyse s'attaqua à mettre au point la compréhension de l'ensemble de la période ouverte en I9I4 et qu'elle théorisa comme "décadence du Capital" car tout progrès n'y est désormais possible <u>qu'au prix de destructions massives</u> imposées par la saturation des marchés et débouchant sur leur repartage (phases dites de "reconstruction" : I922-29, I945-67). De cette compréhension, découlèrent toutes les positions révolutionnaires actuelles sur l'Impérialisme, les libérations nationales, le frontisme, les syndicats, l'électoralisme, le capitalisme d'état, etc...(voir plate-forme du P.I.C dans le n°I de Jeune Taupe).

Période de <u>repli</u> donc. Période où, face à un prolétariat sourd

aux thèmes révolutionnaires parce que mystifié ou écrasé sur le terrain politique (fascisme/démocratie, fronts populaires,...), les communistes concentraient leurs faibles forces, et n'avaient pour toute action qu'une maigre propagande ne convainquant plus guère qu' eux-mêmes.

Dans cette terrible époque, les groupes qui furent le plus à la hauteur de ces tâches sont "Bilan" (revue autour de laquelle était la fraction de la "gauche italienne" en Belgique) et le "Groupe des Communistes Internationalistes" de Hollande (continuant les théories du K.A.P.D), avant la guerre; puis "Internationalisme" (revue de la "gauche communiste" de France) et le groupe "Fomento Obrero Revolucionario" (issu d'une rupture de la section espagnole avec la IVe Internationale trotskyste), après la guerre.

Période de repli mais non de repli total (et ces groupes l'ont montré) qui n'aurait pu entraîner que dogmatisme, sectarisme et finalement disparition sans aucun apport.

D'abord parce que même vaincu, le prolétariat a des sursauts et que les révolutionnaires doivent y trouver leur place, même s'ils ont essentiellement à combattre des illusions et à être complètement à contre-courant. Ainsi par exemple, des camarades de "Bilan" ont été en Espagne en 1937 pour y dénoncer la mystification fascisme/anti-fascisme (ce qui a d'ailleurs créé une scission dans ce groupe !) et ceux de "Internationalisme"ont dénoncé la "résistance" comme politique du Capital pour empêcher les surgissements prolétariens qui furent étouffés dans l'oeuf à l'Est comme à l'Ouest. De même, ces derniers participèrent activement à la grève de Renault en 1947 (cf. la réédition du n°22 d'Internationalisme par l'ex-Vieille Taupe à ce sujet).

Ensuite parce que le Capital décadent ne"résoud"ses crises que temporairement. Après la 2e guerre mondiale, la relative paix sociale et la "prospérité" qui s'instaurent sont vite troublées par des évènements annonçant, -même de façon partielle-, que le Capital n'a pas réduit mais ajourné ses contradictions et que derrière la phase de reconstruction, le prolétariat est toujours là. A l'Est d'abord (1953 : Berlin, Pologne; 1956 : Hongrie), à l'Ouest ensuite (grèves du début des années 60 en France et en Belgique). Là aussi même si le Capital était encore "solide", même si la contre-révolution triomphait, il fallait intervenir ne serait-ce que pour annoncer au travers de ces évènements l'amorce d'une réapparition du prolétariat (alors que ceux qui proclamaient son intégration ne faisaient que croître !) et pour dénoncer les nouvelles formes"radicales" de la contre-révolution (apparition du gauchisme tiers-mondiste et anti-impérialiste à propos de l'Algérie ou de l'Indochine, voire de la lutte armée en Amérique latine, dans les années 60).

C'est d'ailleurs là qu'est le noeud du problème. Certes en période contre-révolutionnaire, l'intervention est réduite, ponctuelle, contingente mais dans cette intervention, les communistes ont les yeux tournés vers l'avenir et tentent de poser les bases de classe d'une intervention significative en période plus favorable que le retour inéluctable de la crise ouverte du Capital déclanchera.

C'est cette période que nous avons entamée depuis les années 67-68 et qui nous impose des tâches radicalement différentes et d'une ampleur sans précédent. Des groupes existants auparavant, beaucoup n'ont pas survécu au raz de marée de 1968 (pour ne citer que l'exemple français), soit que la longue attente de la "période plus favorable" les ait entraînés dès avant 68 sur des positions contre-révolutionnaires ("Socialisme ou Barbarie" et ses continuateurs, l'abandon du marxisme par Chaulieu-Cardan-Castoriadis qui est très à la mode aujourd'hui grâce à la réédition de ses écrits !), soit que leurs positions axées principalement sur la critique de l'aliénation par —

"la societé de consommation", n'aient pas résisté au ressurgissement du prolétariat (Internationale Situationniste). Cette période que nous qualifions de "montée des luttes" est par excellence celle de l'intervention des révolutionnaires car c'est celle où depuis 6 ans toutes les perspectives communistes anéanties pendant 50 années de contre-révolution, réapparaissent au sein de la classe ouvrière. La moindre des tâches des révolutionnaires est donc bien de participer partout où ils le peuvent à ce que ces perspectives se réalisent. Evidemment, cette "montée des luttes" se fait en dents de scie, avec des reculs, des stagnations, mais pour repartir de plus belle par la suite. Evidemment, la conscience de la classe n'est ni homogène, ni d'emblée entièrement révolutionnaire. Justement c'est pour ces deux raisons, pour que la conscience s'approfondisse, pour que toute "retombée momentanée" des luttes ne laisse pas les prolétaires démoralisés mais pour qu'ils en tirent des enseignements en vue de leurs combats futurs, que ceux qui "fraction de la classe" et ayant "l'avantage sur le reste du mouvement d'en avoir l'intelligence", doivent apporter leur contribution théorique et pratique la plus efficace et la plus passionnée à la radicalisation toujours plus grande du mouvement prolétarien vers la destruction du Capital, l'instauration du communisme avec la fin de la societé de classes.

ON N'INTERVIENT PAS N'IMPORTE QUAND, L'HISTOIRE NOUS L'A DEMONTRE, MAIS ENCORE FAUT-IL INTERVENIR QUAND ON LE PEUT, QUAND ON LE DOIT. ET LA PERIODE OUVERTE AVEC 68 NOUS IMPOSE CLAIREMENT LA POSSIBILITE D'UNE ACTION SIGNIFICATIVE AU SEIN DU PROLETARIAT.

LE TERRAIN DE L'INTERVENTION

L'on n"intervient pas n'importe où !

"La révolution en général - le renversement du pouvoir existant et la dissolution des anciens rapports - est un acte politique. Mais sans révolution, le socialisme ne peut se réaliser. Il a besoin de cet acte politique, dans la mesure où il a besoin de destruction et de dissolution. Mais là où commence son activité organisatrice, et où émergent son but propre, son âme, le socialisme rejette son enveloppe politique." (K.Marx - Gloses marginales à l'article "le roi de Prusse et la réforme sociale" par un prussien - Vorwärts n°64, I0 août I844 - reproduit dans les cahiers Spartacus n°33 sous le titre "Textes I842-47")

Marx exprime ici la réalité profonde du mouvement communiste: mouvement social qui trouve ses racines dans les rapports économiques entre les classes c'est-à-dire essentiellement le rapport capital/salariat dans la production, et par là même mouvement qui d'emblée tend à "la destruction de tout l'ordre existant". Mouvement global, radical, qui ne laisse rien en place de la societé à laquelle il s'attaque. Mais parce que le prolétariat n'apporte au procès de production, rien d'autre que lui-même, mais tout lui-même, parce qu'il est condamné à n'être que la force de travail, parce qu'il n'a et n'aura aucun pouvoir à défendre au sein du capitalisme (au XIXe siècle, ses luttes visaient simplement à améliorer les conditions de la vente de cette force de travail mais déjà certaines, comme la Commune, laissaient apparaître le véritable but de son action malgré l'ascendance du système), parce que les ouvriers "n'ont rien à perdre, que leurs chaînes, et un monde à gagner" la première tâche de ce mouvement pour en finir avec l'esclavage salarié et la production marchande, est de

s'attaquer au formidable organe que le Capital a façonné pour défendre et perpétuer les rapports de production : L'ETAT CAPITALISTE. C'est pour cela que le mouvement communiste est encore revêtu d'une enveloppe politique.

Dans les modes de production antérieurs au capitalisme, les classes qui établirent leur pouvoir politique (féodalité, bourgeoisie) ne le firent que comme couronnement de leur pouvoir économique acquis déjà au sein de l'ancien système. Au contraire, pour le prolétariat, c'est seulement par la destruction de l'état capitaliste de fond en comble et par l'instauration de sa dictature (= hégémonie ou pouvoir politique), qu'il pourra véritablement en finir avec les rapports de production capitalistes (économie marchande qui a créé les mécanismes de son esclavage salarié) et ouvrir la voie au communisme.

Loin de nous l'idée de retourner aux illusions sur la conquête de l'état bourgeois que Marx formulait encore dans le "Manifeste" et dont l'expérience de la "Commune" lui démontra l'absurdité et le contenu contre-révolutionnaire. Parce que la bourgeoisie possédait déjà un pouvoir économique au sein du système féodal en décadence (à partir du XVIe siècle), elle put déléguer à certains de ses membres le pouvoir de la représenter en tant que classe au niveau politique. Ceci l'amena à s'emparer de l'appareil d'état par rapport à la monarchie absolue et à le transformer progressivement (avec plus ou moins de heurts selon les pays) en un instrument de sa propre domination sur la societé en vue de réaliser à grande échelle l'accumulation du Capital. Aujourd'hui encore, le Capital dispose d'un certain nombre de fractions politiques - de l'extrême droite à l'extrême gauche - dont il use tour à tour et selon la période pour la gestion et la défense de ses intérêts. Ce "passage de témoin" s'accomplit au travers de cette machine à perpétuer les rapports de production existants qu'est l'état.

Il est donc clair que les prolétaires n'ont rien à voir avec le "jeu" de ces fractions politiques du Capital, qu'ils n'ont pas à prendre parti dans les querelles qui opposent ces fractions et qu'ils ne peuvent en aucun cas se reconnaître dans l'une d'entre elles. Ceci était déjà vrai à l'époque du capitalisme ascendant où, bien que les ouvriers pouvaient toujours au travers de leurs partis déléguer des représentants dans le "jeu politique bourgeois" (parlementarisme) afin de tirer le maximum de réformes et de concessions et surtout de s'affirmer comme classe en-soi, il n'était pas question pour autant de réduire le prolétariat à un quelconque groupe social qui aurait eu des intérêts à défendre au même titre que la petite-bourgeoisie commerçante ou la paysannerie. S'il est un principe sur lequel le "Manifeste" est particulièrement clair, c'est bien celui d'indépendance politique du prolétariat en tant que classe historique.

C'est encore plus vrai dans la période de décadence du capitalisme où plus aucune réforme ne peut améliorer de façon durable la situation du prolétariat comme classe en-soi (même s'il n'y a pas impossibilité totale du réformisme comme le pense R.I !), et où, au contraire le Capital étend sa domination sur tous les secteurs de la societé qui lui échappaient auparavant (prolétarisation des couches moyennes). Face à ce "jeu politique bourgeois", le mouvement prolétarien ne peut qu'imposer son propre jeu c'est-à-dire détruire le pouvoir étatique du Capital et instaurer son pouvoir qui doit être exclusif de tout autre (= dictature), qui doit s'étendre et se réaliser à l'échelle mondiale sous peine de périr.

La nécéssité pour le prolétariat afin de vaincre de s'affirmer comme classe autonome sur le terrain politique est donc imposée par la structure même de la domination capitaliste.

Et le Capital sait cela : il y a longtemps qu'il a appris que lorsqu'il ne pouvait satisfaire le prolétariat sur le plan économique

celui-ci tendait à surgir sur le terrain politique de façon révolutionnaire. Et donc que le meilleur moyen de l'empêcher d'exprimer tout son contenu commmuniste, était de l'attirer sur le terrain politique où règnent toutes ses fractions et de le dévoyer grâce aux mystifications idéologiques en tous genres : électoralisme, frontisme, démocratie, anti-fascisme, etc...

Actuellement, dans la situation de crise ouverte qui est la sienne, le Capital est incapable de répondre de façon satisfaisante, ferme ou durable aux revendications économiques des travailleurs (salaires, emploi,...). Aussi, outre la répression directe qu'il ne peut employer que de façon très sélective - car il ne veut surtout pas affronter immédiatement de face l'ensemble de la classe -, il utilise à des degrés divers tout son arsenal de mystifications. Ce fut le cas en France récemment, par le biais des syndicats et des partis de "gauche", des campagnes sur la "défense du service public" (PTT, ORTF) ou sur la"défense de l'industrie française" (Concorde, "France", Mirage contre avions américains avec l'affaire Sthelin) qui n'avaient pour but que de détourner le prolétariat du seul vrai problème : les attaques que leur fait subir le Capital en crise et les moyens réels de passer à l'offensive.

Mais l'exemple du Portugal illustre encore mieux comment le Capital utilise ses armes politiques contre le prolétariat.

En effet, c'est bien d'une première arme politique (rétablissement de la démocratie) que le Capital s'est servi pour tenter de résoudre aux moindres frais ses difficultés économiques (inflation, enlisement dans la guerre coloniale), de se restructurer et de prévenir une explosion prolétarienne car sous Caetano, juste avant le 25 avril, les grèves prenaient de l'ampleur et l'approche du Ier mai faisait craindre un bain de sang d'où pouvait sortir un mouvement incontrôlé.

La restructuration n'ayant pu résoudre, bien évidemment les difficultés économiques, le mouvement de classe s'est déclanché et , même s'il n'avait que des thèmes revendicatifs, s'est rapidement hissé au niveau politique : début d'affrontement avec l'état sous la forme du PCP (postiers en juin) ou de l'armée "démocratique" du MFA (employés de la TAP en septembre).

Alors pour étouffer ce mouvement qui visait à remettre en cause son pouvoir politique donc tout son pouvoir et qu'il ne pouvait pas affronter globalement de face de manière répressive, le Capital a usé d'une deuxième arme politique : la carte blanche à ses fractions de gauche. Donc :

- anti-fascisme : campagnes répétées tout l'été à la T.V, dans la rue, dans des meetings, contre les "réactionnaires", la PIDE, etc...
- propagande intensive pour le processus de décolonisation qui a contribué ainsi à isoler les travailleurs de la TAP dont la grève bloquait les avions de rapatriement des troupes.
- défense des acquis démocratiques avec l'appui aux divers remaniements du gouvernement provisoire (affaire Spinola fin septembre: enchaînement des ouvriers à la défense d'une fraction politique du Capital : MFA-PC-PS, contre une autre : Spinola et les débris de l'ancien régime.

Ce n'est qu'à l'aide de son intervention politique que le Capital a pu redresser la barre : journée de travail gratuite le dimanche qui suivit le renversement de Spinola. Et face à la même incertitude sur le plan économique dans un proche avenir, il commence à jouer de toutes ses grandes orgues au point de vue électoraliste dans la perspective de mars 75.

On peut citer également l'exemple récent des affrontements de rue à Tel-Aviv : détermination économique avec la hausse des prix consécutive à une dévaluation, mais immédiateté politique avec la violence des forces de répression chargées de maintenir l'ordre capitaliste.

Mais aussi celui plus lointain de Gdansk et des ports polonais de la Baltique où le prolétariat s'est attaqué directement face à la répression armée aux fondements étatiques du Capital à l'est : les syndicats et le Parti "communiste".

C'est donc bien sur le terrain politique que se situe le noeud de l'affrontement de classes et il est pour cela le terrain privilégié de l'intervention des révolutionnaires. Pour les communistes, il est nécéssaire d'intervenir contre les mystifications politiques du Capital puisque ce sont celles-ci qui lui permettent d'embrigader le prolétariat et de lui faire accepter les sacrifices indispensables à sa valorisation sur le plan économique. D'une part en dénonçant les impasses dans lesquelles elles entraînent la classe ouvrière, en particulier la "carte démocratique" (gauche au pouvoir, gouvernement ouvrier, etc...). D'autre part en clarifiant aux yeux de la classe que c'est bien sur ce terrain qu'il faut se battre et ce pour contribuer pratiquemment au surgissement de noyaux ouvriers communistes, puis à celui des organes de classe posant le problème du pouvoir en période révolutionnaire (Conseils ouvriers).

D'où, au niveau théorique, l'importance de questions à débattre telles que : l'état, la dictature, la violence et la question militaire, l'extension de la révolution.

D'où, pour nous, le rejet du faux débat intellectuel : luttes revendicatives/luttes révolutionnaires (débat qui alimenta un certain temps les colonnes de R.I et fit l'objet d'une brochure de scission : "la révolution sera communiste ou ne sera pas"). Nous mettons en évidence l'égale absurdité de ces deux positions :

- Pour les uns, la classe ne devient révolutionnaire qu'en tant qu'elle se nie comme travail salarié et qu'elle rompt totalement avec ses luttes revendicatives. Mais cette négation du travail salarié, c'est le Capital lui-même qui l'accomplit à grande échelle (licenciements, chômage, lumpenisation du tiers-monde) aujourd'hui et qui ne fera que l'accentuer jusqu'à éventuellement la réaliser sous forme de "chair à canon". Pour cette raison, la coupure que l'on introduit entre la classe en-soi (sur le plan économique) et la classe pour-soi (son expression révolutionnaire sur le plan politique), est parfaitement abstraite et conduit de plus à nier l'importance de la phase politique : le mouvement de classe s'exprimerait de façon communiste (destruction du salariat et de la marchandise) au niveau de la production avant que le Capital et son état soient éliminés mondialement. On peut considérer cette position comme une sorte de "néo-proudhonisme" dégageant la perspective d'un "socialisme sans révolution". Socialisme car l'on envisage bien la destruction des rapports capitalistes mais "sans révolution" car l'on saute allègrement par-dessus le processus politique que doit effectuer le mouvement prolétarien pour réaliser effectivement cette destruction.

- L'autre position tombe dans l'excès inverse (même si elle n'en assume pas actuellement tous les aboutissants théoriques !): d'abord, affirmation de la classe comme travail salarié sur le terrain économique, puis dépassement politique grâce, d'une part à l'approfondissement de la crise et d'autre part à l'aide du programme des révolutionnaires. La séparation est également entièrement abstraite et entraîne à sous-estimer l'apport politique de la "praxis" du prolétariat qui est presque considéré comme "trade-unioniste" ou en tout cas qui n'apparaît que comme une "masse" poussée par la misère grandissante vers le "pôle" détenteur de la lumière. Cela est une résurgence quasiment "social-démocrate" dégageant la perspective d'une "révolution sans socialisme". Révolution car l'on envisage le renversement violent du pouvoir existant mais "sans socialisme" car le subtitutisme des révolutionnaires en enrayant l'expression globale du prolétariat sur le plan politique peut être la caution idéologique d'une non-destruction des rapports capitalistes et laisser place à une variante

du capitalisme d'état (l'exemple de la dégénérescence en Russie est là pour nous le montrer).

Ces deux positions ont une vision "mythique" du prolétariat et de sa lutte qui est extrêmement dangereuse.

"Ici encore la réalité s'écarte du shéma théorique; la conception pédante, qui fait dériver logiquement la grève de masse politique pure de la grève générale économique comme en étant le stade le plus mûr et le plus élevé et qui distingue soigneusement les deux formes l'une de l'autre, est démentie par l'expérience de la révolution russe" (Rosa Luxembourg - Grève de masses, Parti et Syndicats - 1906)

Nous affirmons en ce qui nous concerne qu'au travers de ses luttes "économiques", la classe est amenée à s'affronter de plus en plus durement et fréquemment avec l'état et que c'est ainsi que se constitue une classe "révolutionnaire", par bonds successifs et dépassements et non pas de façon brutale ou immédiate (que ce soit en reconnaissant le parti ou le programme - construit ou élaboré en-dehors des luttes; que ce soit en abandonnant le processus de maturation produit par l'échec quotidien des revendications).

Au-delà des déterminations économiques inhérentes au système (crise du Capital) qui produisent le mouvement prolétarien en tant que mouvement social global, c'est sur le terrain politique que ce mouvement s'affirme d'abord comme révolutionnaire en établissant sa dictature pour la transformation de la societé. Même après la révolution; il n'y a pas désertion du terrain politique mais au contraire le processus de pouvoir du prolétariat est poussé à bout afin que l'expression communiste dont il est porteur apparaisse pleinement après avoir enfin créé "la situation qui rende impossible tout retour en arrière": extinction de l'état; alors le mouvement révolutionnaire rejette toute son enveloppe politique et s'affirme uniquement social, total, communiste. Engels résume assez bien ce processus en disant dans une formule lapidaire : "il y a passage du gouvernement des personnes à l'administration des choses" !

"Le progrès du mouvement ne se manifeste pas par le fait que l'élément économique disparaît mais plutôt par la rapidité avec laquelle on parcourt toutes les étapes jusqu'à la manifestation politique, et par la position plus ou moins extrême du point final atteint par la grève de masse.

Cependant le mouvement dans son ensemble ne s'oriente pas uniquement dans le sens d'un passage de l'économique au politique mais aussi dans le sens inverse. Chacune des grandes actions de masse politique se transforme, après avoir atteint son apogée, en une foule de grèves économiques. Ceci ne vaut pas seulement pour chacune des grandes grèves, mais aussi pour la révolution dans son ensemble. Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas mais elle s'étend, s'organise et s'intensifie parallèlement. Il y a interaction complète entre les deux." (Rosa Luxembourg - Grève de masses, Parti et Syndicats - 1906)

Le politique est donc le point central du mouvement social d'affrontement des classes. Dans toutes leurs interventions, les communistes le mettent en avant contre toutes les impasses et toutes les illusions. En tant que fraction de la classe, ils participent à tous ses mouvements, dans lesquels ils oeuvrent à la prise de conscience politique la plus grande et la plus offensive.

LES FORMES DE L'INTERVENTION

Nous avons défini quels étaient les conditions et le terrain de l'intervention des révolutionnaires. Il nous reste maintenant à

voir, en étroite relation avec ce que nous venons de dire, quelles formes doit prendre cette intervention.

L'on n'intervient pas n'importe quand ni n'importe où !

L'on n'intervient pas non plus n'importe comment !

Nous portons d'emblée la critique sur les deux formes principales qu'a prises l'intervention des communistes en particulier depuis 1968, formes dans lesquelles on retrouve d'ailleurs, au niveau pratique, la distinction : revendicatif/révolutionnaire ou économique/politique, que nous critiquions précédemment.

Nous refusons d'une part la conception de l'Organisation conçue comme incarnation du "Programme-Mémoire" et possédant la conscience du prolétariat. Cette conception dérive d'une vision mythique (déjà évoquée) d'un surgissement prolétarien spontané à l'heure H qui n'aurait qu'un souci et un objectif : rejoindre en bloc le "Parti-Programme-Conscience".

Cette vision qui a encore cours, de façon plus ou moins avouée, dans le courant communiste est en général le fait de groupes dans lesquels subsistent des relents de ce qu'il y a de pire dans les théories de la gauche italienne (bordiguisme). Elle rejoint par là les conceptions léninistes de "Que Faire ?" et ainsi toute la dégénérescence social-démocrate du marxisme, théorisée en particulier par Kautsky et qui a servi de fondements idéologiques à la construction des "capitalismes d'états "ouvriers".

Issues de l'attentisme forcé des groupes révolutionnaires pendant la contre-révolution triomphante, - groupes qui pour la plupart se révélèrent incapables de se hisser pratiquemment aux tâches de la nouvelle période, ces conceptions conduisent au niveau formel :

- à l'élitisme : minorité de révolutionnaires possédant la conscience face à un prolétariat toujours mystifié et aliéné,
- à l'académisme : regroupement en sectes d'intellectuels, "fermées" à la réalité pour poursuivre l'élaboration du programme, voire sa conservation (thème de l'Invariance),
- en fin de compte au subtitutisme : les masses agissent comme elles peuvent mais seule l'intervention du Parti peut donner à leurs luttes un contenu révolutionnaire.

Nous critiquons d'autre part ce que l'on peut appeler le double de cette première conception où plus exactement l'autre face de la même médaille. Trop de révolutionnaires dégoûtés du sectarisme et de l'intellectualisme se sont en effet rejetés dans une vision tout aussi fausse : l'organisation "anti-organisation", le groupe "non-groupe", et la théorisent (thème du Rackett). S'alimentant des pires dégénérescences spontanéistes et anarchisantes du conseillisme, se réclamant abusivement de la gauche allemande, ces "organisations" (dont I.C.O fut en France le plus bel exemple) se veulent informes, basées sur la discussion de tout et de rien au cours de laquelle les "désirs" de chacun peuvent s'exprimer (...ou pas !), ne déterminant pas de positions théoriques solides et aucune intervention révolutionnaire concertée et responsable.

Pratiquant tour à tour un activisme sans principes ou une critique du "militantisme", voire de la "politique", qui ne débouche que sur le "ne rien faire" théorisé, ces groupes "non-groupes" s'appuient eux sur la vision mythique d'un surgissement du prolétariat ayant instantanément une conscience homogène et parfaitement révolutionnaire. C'est pour cela qu'ils ne perçoivent pas la nécéssité d'une action des communistes de façon organisée et prolongée au sein du prolétariat.

Des assoiffés de la lutte parcellaire (FHAR, écologistes, groupes de quartiers,...) qu'entretiennent les gauchistes jusqu'aux dogmatiques dénonciateurs de ces mêmes luttes parcellaires (refusant d'en faire une dénonciation politique suffisamment explicite en se réfugi-

ant dans les psalmodies principielles), en passant par tous les "dépasseurs" du marxisme du style des théoriciens de la "communauté humaine", ce courant fut - il faut le dire très nettement - un énorme gouffre où se perdirent beaucoup d'énergies potentiellement révolutionnaires. De telles positions ne peuvent mener qu'à l'opportunisme et au frontisme sous toutes ses formes ou bien tout simplement à la DISPARITION.

Il est intéressant de préciser que cette double critique n'est pas nouvelle mais qu'à notre connaissance, de tous les groupes ou individus qui l'aient faite en leur temps, il n'en est aucun - parmi ceux qui ont encore une existence politique - qui ne soit ensuite tombé plus ou moins consciemment, plus ou moins volontairement, dans un de ces travers. Une particularité unit d'ailleurs ces deux tendances, reflets de la même incompréhension des tâches communistes dans notre période : leur absence quasi-totale d'intervention sur les grands évènements qui ont secoué le prolétariat ces derniers temps (Chili, Portugal, en particulier).

Face à cette double impasse, qu'est-ce qu'une organisation révolutionnaire ? Quel est sa fonction et son rôle ?

Nous affirmons que l'organisation repose sur deux piliers indissociables :

I) des positions politiques cohérentes, des positions de classe, communistes. Elles s'expriment généralement dans une plate-forme. Comme rien ne sort jamais de rien, que la théorie révolutionnaire ne date pas d'aujourd'hui, que le mouvement ouvrier a un passé, ces positions se réfèrent à un courant historique (Marx, la gauche de la social-démocratie en 1914, la gauche de la IIIe Internationale en 1920-21). Mais cette référence n'a aucun caractère sacré. Cinquante ans de contre-révolution ont coupé à jamais de prétendus liens organiques qui nous uniraient aux fractions révolutionnaires du début du siècle. La seule "continuité" est acquise par la négative : leçons tirées des expériences historiques du prolétariat. En conséquence, si nous intégrons l'apport théorico-pratique essentiel de ces fractions, nous en critiquons les limites et nous tentons de les dépasser en relation avec la période . Ceci signifie un important et inlassable travail de clarification théorique.

> "Nous entendons faire de la revue un organe de clarification politique et de compréhension de la situation actuelle particulièrement complexe. Il est évident que notre fraction loin d'être l'élément définitif de cette clarification, ne peut en être qu'un simple facteur."
> (première page du n°I de "Bilan" - nov.1933)

2) l'intervention, seule garantie de la solidité de nos positions politiques et de leur approfondissement contre toute sclérose théorique et organisationnelle. Les buts et modalités de cette intervention sont triples. Il s'agit avant tout, au cours des luttes :

a) de contribuer à la clarification des objectifs du mouvement prolétarien vers le communisme, au sein de la classe et du courant communiste international. Nous n'apportons pas la conscience, mais par nos interventions organisées (tracts, campagnes, réunions, voire meetings) partout où la classe se manifeste de façon qualitative (grèves, manifestations,...) comme partout où la contre-révolution "radicale" déploie son éventail de pièges, risquant ainsi d'attirer à elle des éléments à la recherche de positions (meetings gauchistes par exemple), nous participons à la généralisation d'une cons-

cience de classe révolutionnaire.

b) de renforcer notre courant. Et ce de deux façons :
- gagner des militants aux principes révolutionnaires lors de réunions ou de discussions individuelles en vue d'affermir notre propre organisation,
- se remettre en question organisationnellement pour fusionner dans un regroupement sur des positions plus avancées s'il y a lieu.

c) de poser des germes politiques et des jalons organisationnels au sein de la classe : participation à la constitution de "noyaux ouvriers communistes" qui seront nécéssairement ultra-minoritaires pendant toute une période.

En aucun cas, ces noyaux ne viseront à construire une organisation permanente de masse (par exemple : maintien après la lutte d'un comité de grève comme le préconisent les gauchistes) et qui n'est qu'une façon de réintroduire, repeinte en rouge, l'activité syndicale.

Bien au contraire, leurs perspectives seront d'être :
- des supports de diffusion des principes révolutionnaires au sein de fractions de plus en plus significatives de la classe
- des pôles de cristallisation politique dénonçant tous ceux qui voudraient maintenir le prolétariat sur le terrain de l'usine et de la seule production

Il n'y a pas de génération spontanée : ces noyaux seront ainsi pour l'avenir du mouvement des potentialités en vue de la constitution des organes de la classe posant le problème du pouvoir en période révolutionnaire (les Conseils ouvriers) et contre toutes les mystifications capitalistes (en particulier le subtitutisme).

Pour conclure : ce qui nous distingue du gauchisme et de toute la contre-révolution en général, ce sont d'abord les positions sur lesquelles nous intervenons, et ensuite ce sont ces positions qui différencient au sein de la classe notre mode d'intervention de tous ceux de la contre-révolution.

> "La préparation de la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes ne peut se faire que dans les luttes elles-mêmes. Ces luttes naissent nécéssairement du fait des attaques économiques et politiques du Capital. Le parti communiste ne peut pas déclancher ces luttes; il ne peut pas non plus refuser le combat, sinon il sabote la préparation de la victoire.
>
> Il ne peut obtenir à la longue la direction de ces luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but et des méthodes de lutte. Ce n'est qu'ainsi qu'il peut devenir, par un processus dialectique, ce noyau de cristallisation des combattants révolutionnaires qui, dans le cours des luttes, obtiennent la confiance des masses".
>
> (Déclaration du K.A.P.D au 3e Congrès de l'I.C expliquant son vote contre les thèses "tactiques" imposées par les bolcheviks : syndicalisme, parlementarisme, frontisme,...)

DONC : l'organisation est un jalon, un moyen, un instrument, et non pas une fin en soi. Elle ne doit pas développer une vie propre, indépendante des besoins de son intervention théorico-pratique.

"Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit maintenant de le transformer".

En tant qu'éléments conscients, les révolutionnaires sont organisés sans être séparés de la classe; ils en sont simplement distincts par le temps et par leur intervention mais celle-ci est unitaire avec le mouvement de la classe - seul sujet historique de la révolution - car elle se fait sur les bases tirées de ce même mouvement à l'échelle historique et leurs perspectives maximales : la destruction du Capital, de l'état, de l'économie marchande, du salariat et l'instauration du communisme.

ANNEXE : quelques textes récents du courant communiste à lire sur le problème de l'intervention.

- Violence et solidarité révolutionnaires de J.Barrot (à propos de l'affaire Puig Antich, de l'ex-M.I.L, et de l'éphémère "Comité Vérité" pour les emprisonnés de Barcelone).

Bel exemple de tentative de justification du confusionisme (frontisme) et de l'activisme sans principe (Comité Vérité). L'auteur se réclame d'une tendance "informelle" du courant communiste dont les longues dissertations sur le "mouvement de négation du travail salarié" l'ont conduite à soutenir n'importe quoi ("Le Voyou"), à entretenir des rapports avec "Invariance" dont les positions du genre "classe universelle", "sur-fusion du Capital", "communauté humaine" sont anti-marxistes, et finalement à disparaître (arrêt de la revue "Mouvement Communiste") !

- Textes de World Revolution (n°9 du bulletin d'études et de discussions de R.I) et de R.Victor (n°8 du même bulletin).

De bons exposés des conditions de l'intervention révolutionnaire et des tâches qu'elles imposent aujourd'hui aux communistes, de la part d'un courant international qui ne met guère ses réflexions en pratique !

Le texte de World Revolution a l'avantage de toucher du doigt les problèmes cruciaux qui se posent actuellement aux révolutionnaires :

- manque total d'influence sur la classe,
- danger d'un repli académique,

et propose des solutions pratiques :

- interventions régulières dans les usines, les meetings,..

- Texte de Workers Voice (même numéro que pour World Revolution).

Bonne critique des conceptions "programmistes" et attentistes ainsi que du thème social-démocrate du "dépassement" des luttes économiques en luttes politiques grâce à la médiation du Parti.

Réaffirmation que c'est bien la classe et non les révolutionnaires qui est le sujet historique de la révolution.

Union Ouvrière pour l'abolition de l'esclavage salarié (n°I)

"Il ne saurait, en aucun cas, s'agir, pour les communistes, de tourner le dos d'une manière ou d'une autre à la classe prolétarienne telle qu'elle est aujourd'hui, et à ses luttes. Rien de communiste ne se fera jamais hors de la classe des producteurs exploités et martyrisés par l'immonde esclavage moderne.. C'est la pire des maladies de la pensée, de la volonté et de l'action révolutionnaires, que la casuistique formaliste de nombreux révolutionnaires de la plume qui proclament la vanité des luttes quotidiennes de résistance des travailleurs à l'exploitation, en "attendant" le "Grand Soir".

"Prenons en premier lieu la zone occidentale qui se vante de sa démocratie, et plus concrètement de son droit de grève. En réalité, on concède cette liberté non aux travailleurs, mais aux représentants que la loi leur reconnaît : les syndicats. Toute grève déclanchée par les travailleurs eux-mêmes suscite à son encontre une coalition de l'Etat et des syndicats qui cherchent à la briser, tantôt par la défaite directe des ouvriers, tantôt en ramenant ceux-ci à la légalité arbitrale...."

« Nous continuons à penser qu'il est possible d'aboutir à des compromis acceptables »

Voici le texte de la lettre ouverte adressée le 5 novembre par M. Georges Séguy au président de la République, au premier ministre et au président du C.N.P.F. :

« Messieurs,

» La multiplication et l'extension des conflits sociaux vous placent et nous placent devant des responsabilités qui ne peuvent être éludées.

» Durant tout le mois de septembre et la première partie du mois d'octobre nous avons insisté auprès de vous afin de résoudre par la voie de la négociation les problèmes sociaux les plus manifestes et les plus urgents.

» Lorsque le président de la République a lancé un appel aux syndicats pour participer à la lutte contre l'inflation, nous avons aussitôt répondu « d'accord » en présentant un plan anti-inflation en vue pour lui donner suite. Il a été donné à cette proposition.

» Le 13 octobre, le premier ministre nous a convoqués pour nous annoncer en quelque sorte qu'il n'avait rien à nous dire. Le 25 octobre, nous nous sommes rendus en délégation au siège du C.N.P.F. et à l'hôtel Matignon pour réitérer nos propositions de négociations. Le patronat nous a fait recevoir par un collaborateur non habilité à discuter et le premier ministre par la police.

» Vous n'avez pas pris au sérieux nos mises en garde sur la détérioration du climat social. Vous avez joué, par contre, la carte de la dramatisation de la prétendue crise de l'énergie et du chômage en pensant que cela provoquerait suffisamment d'inquiétudes pour vous permettre de faire passer un ensemble de mesures de restrictions et un budget d'austérité en rejetant en bloc, et sans examen sérieux, les revendications des travailleurs. Mais force est de constater que vous n'avez pas réussi dans cette entreprise. Les travailleurs n'ayant aucune raison de se soumettre aux sacrifices que vous entendez leur imposer entrent en lutte pour défendre leurs intérêts. Le réalisme devrait vous amener à le reconnaître et à composer avec leurs représentants.

» Une polémique publique sur la question de savoir si les grèves actuelles sont ou non politiques ne présente aucun intérêt, ni pour vous ni pour nous. Vous savez qu'il s'agit d'un faux débat. De même, vous ne croyez pas sérieusement que nous poursuivons le but de « disloquer la nation », en plongeant le pays dans le désordre et le chambardement.

» Si nous tenions avant tout à renverser le gouvernement, nous ne vous proposerions pas avec tant d'insistance de venir vous asseoir à la table de négociations pour rechercher, en responsables, les meilleures solutions possibles des problèmes sociaux les plus brûlants. Nous ne sommes pas partisans du tout ou rien. Vous ne pouvez l'être non plus. Nous continuons à penser qu'il est possible d'aboutir à des compromis acceptables. L'intérêt des travailleurs, inséparable de l'intérêt général, nous commande et vous commande de faire l'effort nécessaire pour y parvenir.

» Sans doute cela suppose-t-il que certains chapitres du budget soient reconsidérés, notamment dans le domaine des dépenses improductives, des avantages consentis aux sociétés privées et en matière fiscale et que le patronat, particulièrement les grands groupes capitalistes, acceptent la réduction de leurs profits.

» La justice sociale et l'intérêt national y trouveraient leur compte sans que l'équilibre économique et monétaire du pays ait à en souffrir, bien au contraire.

» Nous ne mises pas sur l'aggravation de la situation, mais vous devez tenir compte du fait que la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, unies et solidaires dans l'action syndicale en cours, représentent plus de 80 % des travailleurs de ce pays. Toute tentative de diversion, cautionnée ou non par des syndicalistes complaisants, est d'avance vouée à l'échec.

» En nous adressant à vous de la sorte, nous avons conscience de tenir le langage de la raison. Nous voulons croire que cet esprit responsable et constructif ne sera pas le seul fait des syndicalistes. »

La direction de Fiat et les syndicats gèreront ensemble la crise automobile

De notre correspondant

Rome. — Un important accord vient d'être conclu chez Fiat entre la direction et les syndicats. Il prévoit notamment la reprise du travail régulier à partir de ce lundi 2 décembre pour les soixante-cinq mille ouvriers qui avaient été mis en chômage partiel le 7 octobre dernier. Intervenant à la veille d'une nouvelle grève générale — fixée au 4 décembre, pour la réévaluation de l'échelle des salaires et la défense de l'emploi — cette entente ne manquera pas de détendre le climat social : d'une part, parce que Fiat est l'entreprise la plus importante d'Italie et qu'elle joue — à l'image de Renault en France — un rôle de détonateur dans les conflits sociaux ; d'autre part, parce que son P.-D.G., M. Giovanni Agnelli, est également président de la confédération patronale, la Confindustria, dont les tractations avec les syndicats avaient été récemment suspendues sur un constat d'échec.

Un accord en trois points

Outre le retour à la semaine de quarante heures — valable aussi pour six mille ouvriers de Lancia — l'accord conclu le 30 novembre comporte trois points principaux :

1) Le travail sera entièrement suspendu à Turin dans le secteur automobile de Fiat entre le 20 décembre et le 13 janvier prochains; au cours de ce congé de Noël imposé, les membres du personnel toucheront 93 % de leur salaire grâce à l'intervention de la caisse de chômage, un paiement anticipé de deux jours fériés de 1975 et un complément accordé par la direction. Un autre « pont » dont les modalités restent à fixer sera établi pour les autres usines du premier groupe automobile italien ainsi que pour les entreprises qui y sont associées, comme Lancia et Autobianchi. Enfin, la quatrième semaine de congés payés de 1975 sera accordée pendant la période pascale à tous les travailleurs de Fiat.

2) Les syndicats seront étroitement associés à toutes les décisions de la direction : investissements, mobilité de la main-d'œuvre, volume de la production et éventuelle réduction des journées de travail si les stocks dépassent certaines limites (trois cent mille véhicules en attente d'acheteurs sont actuellement parqués). Cette « vérification » permanente qui n'a pas de précédent en Italie vaudra pour toute l'année 1975. Elle se réalisera grâce à des rencontres trimestrielles entre les deux parties, déclarées à « *gérer* » ensemble la crise. La première réunion est fixée au 7 janvier prochain.

3) La direction de Fiat s'engage à ne procéder à « *aucun licenciement pour réduction de personnel* » au cours de l'année 1975.

La portée de cet accord est soulignée par tous les commentateurs, tandis que les parties en présence ont du mal à cacher leur satisfaction. M. Giovanni Agnelli, qui n'avait pas voulu céder d'un pouce pendant les discussions d'octobre — et qui a réussi à imposer pendant près de trois mois la baisse de la production qu'il déclarait indispensable, — peut apparaître une fois de plus comme un patron d'avant-garde. Quant à la Fédération unitaire de la métallurgie (F.L.M.), qui a su arracher à la direction des promesses essentielles, elle accueille avec soulagement la fin d'une situation démobilisatrice par excellence : car les semi-chômeurs de Fiat recevaient, à peu de chose près, la totalité de leur salaire en travaillant moins.

L'accord conclu le 30 novembre sera soumis dans les prochains jours à la « *base* », pour approbation. On peut déjà lui attribuer un effet positif : les syndicats se déclarent disposés à reprendre les tractations avec la direction d'Alfa-Romeo, qui avaient été interrompues mercredi dernier.

ROBERT SOLÉ.

"....Mais ce n'est pas tout. Au-delà du fait toujours exceptionnel de la grève, dans les rapports quotidiens entre capital et travail - qui sont la forge de la lutte de classes - les syndicats apparaissent, non seulement comme amortisseurs entre les deux camps, mais comme messagers du premier auprès du second et comme agents d'adaptation du second au premier. Toutes les manifestations naturelles de la lutte du travail contre le capital, une fois accaparées par les syndicats, se retournent contre le travailleur, au profit du capital."

LES SYNDICATS CONTRE LA REVOLUTION
G. Munis (éd.Losfeld)

M. Séguy veut désamorcer la campagne du gouvernement sur la politisation des grèves

RECEVANT LES DÉLÉGUÉS DE LA CONFÉRENCE DE ROME

«PLUS JAMAIS LA FAIM», déclare Paul VI

« Plus jamais la guerre ! », s'était écrié Paul VI, le 4 octobre 1965, à la tribune des Nations unies. « Plus jamais la faim ! », a-t-il déclaré, avec le même élan, le samedi 9 novembre, devant les représentants de la Conférence mondiale de l'alimentation reçus en audience au Vatican. Ce deuxième cri du cœur aura-t-il des suites moins décevantes que le premier ? Il serait trop facile de qualifier le discours du pape de vœu pieux. Peut-on attendre d'un chef spirituel, armé de sa seule autorité morale, qu'il résolve le terrible problème de la faim.

TRIBUNE

Nous sommes tous des affameurs

par René Dumont

A LA CONFÉRENCE DE LA F.A.O.

M. Henry Kissinger proposerait la création d'une agence mondiale de l'alimentation

L'offensive des « pauvres »

"Les principes sociaux du christianisme ont justifié l'esclavage antique, glorifié le servage médieval, et ils savent au besoin approuver l'oppression du prolétariat, bien qu'avec un air quelque peu contrit...

Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'abaissement, la soumission, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille.

Le prolétariat qui refuse de se laisser traiter en canaille a besoin beaucoup plus de son courage, de son respect de soi, de sa fierté et de son goût de l'indépendance que de son pain.

Les principes sociaux du christianisme sont sournois, le prolétariat est révolutionnaire."

K. Marx - La Sainte-Famille

LA CONFÉRENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

Les espoirs de succès s'amenuisent

La conférence mondiale de l'alimentation ne dispose plus que de trois jours pour décider des moyens de lutte, immédiats et à plus long terme, contre la famine. Et les espoirs de succès rétrécissent comme une peau de chagrin.

A LA CONFÉRENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

L'Inde souligne le « devoir » des pays riches d'aider les nations non développées

Les experts plus inquiets que les ministres

Rome. — L'ouverture officielle de la conférence mondiale de l'alimentation, ce mardi 5 novembre, a été précédée par le « forum de Rome », au cours duquel vingt-cinq personnalités indépendantes intéressées à divers égards — agronomie, économie, sociologie, ethnologie... — aux problèmes du développement ont confronté leurs points de vue sur la famine.

Plusieurs accords sur l'aide alimentaire ont été approuvés lors de la dernière session

Un appel pour la fourniture de 10 millions de tonnes de céréales est lancé

TROTSKY A COYOACAN (Suite)

Le seul mérite de la pièce, qu'il soit conscient ou pas, est - dans la logique de la peinture du révolutionnaire " persécuté et isolé " - DE MONTRER LA THESE DE TROTSKY SUR LE STALINISME TOTALEMENT INCOMPRISE PAR SON ENTOURAGE QUI EST RENDU DE PLUS EN PLUS PERPLEXE. Derrière la formulation contradictoire sur Staline qui, à la fois, représenterait la terreur contre les ouvriers et défendrait malgré tout les intérêts historiques de ces mêmes ouvriers, il y a toutes les erreurs contenues dans " La Révolution Trahie " à partir du concept de " thermidor soviétique ". Il faut le dire clairement : le thème de la " défense de l'URSS " en dépit de sa dégénérescence, qui conduisit le prolétariat à soutenir un état impérialiste (pacte germano-soviétique 1938, puis guerre et résistance aux côtés des " alliés ") et à servir à nouveau de chair à canon dans une boucherie mondiale, a été un des principaux qui ont fait du trotskysme un simple appendice de la contre-révolution.

Au-delà de cet aspect, la pièce, centrée sur la mise en valeur du " vertueux " et de " l'optimiste " Trotsky pour les raisons que nous avons dégagées ci-dessus, se traîne dans les méandres d'un faux débat sur " la vérité révolutionnaire ". De plus, elle sème la confusion sur Otto Rühle qui pour les besoins de l'auteur, doit représenter en cette occasion le parfait contraire de Trotsky c'est-à-dire un personnage " pessimiste " et que le doute intellectuel entraîne dans le cynisme.

Il est vrai que sur la fin de sa vie à Mexico, Otto Rühle n'avait plus rien de marxiste. Cependant remettons les points sur les " i " :

- en 1914, Otto Rühle est le seul avec Karl Liebknecht à s'opposer au vote des crédits de guerre au sein de la social-démocratie allemande,
- en 1916, il participe au groupe des communistes internationalistes d'Allemagne (I.K.D.) qui est en rupture organisationnelle avec la social-démocratie alors que les spartakistes n'en sortent que pour fusionner avec les indépendants.
- en 1918, il est au congrès de fondation du Parti Communiste Allemand et contribue avec les " gauches " (anciens I.K.D.) à mettre Rosa Luxembourg en minorité sur le problème des élections,
- exclu du K.P.D. en 1919 après les massacres de janvier en mars, il participe au K.A.P.D. (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) dés sa fondation contre la direction de Lévi et l'imposition des tactiques de la III° Internationale (frontisme, syndicalisme, électoralisme)
- en 1920, il quitte le K.A.P.D. et est le principal théoricien de l'A.A.U.E., organisation unitaire qui refusait la distinction entre organisation ouvrière et organisation politique,
- par la suite, ayant quitté l'Allemagne, il collabore entre 1934-39 aux revues publiées en Amérique par Mattick, " International Council Correspondence " et " Living Marxism ", avec Korsch et Pannekoek.

" Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles acceuillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole, afin de " consoler " les classes opprimées et de les mystifier ". (Lénine, l'état et la révolution)

MAI 68 (3 heures d'un assemblage informe de pellicules par Gudie Lawaetz)

Il ne suffisait pas de l'infâme production littéraire qui suivit " l'évènement " ! Plus de six ans après, quelqu'un qui essaye de nous convaincre qu'il " s'est passé quelque chose " .....

" DANS LA LUTTE INCESSANTE ENTRE L'HERITAGE IDEOLOGIQUE DU PASSE ET LES NOUVELLES NECESSITES PRATIQUES, IL EST INDISPENSABLE QUE LES OUVRIERS COMPRENNENT QUE LEURS IDEES NE SONT PAS DES VERITES ABSOLUES MAIS LES GENERALITES TIREES D'EXPERIENCES OU DE NECESSITES PRATIQUES ANTERIEURES ; ILS DOIVENT AUSSI COMPRENDRE QUE L'ESPRIT HUMAIN A TOUJOURS TENDANCE A ASSIGNER UNE VALIDITE ABSOLUE A TELLES OU TELLES IDEES, A LES CONSIDERER COMME BONNES OU MAUVAISES D'UNE FACON ABSOLUE, COMME DES OBJETS DE VENERATION OU DE HAINE RENDANT AINSI LA CLASSE OUVRIERE ESCLAVE DE SUPERSTITIONS.

MAIS ILS DOIVENT SE RENDRE COMPTE DE LEURS LIMITES ET DE L'INFLUENCE DES CONDITIONS HISTORIQUES ET PRATIQUES POUR VAINCRE CES SUPERSTITIONS ET LIBERER AINSI LEUR PENSEE.

INVERSEMENT, ILS DOIVENT SANS CESSE GARDER A L'ESPRIT CE QU'ILS CONSIDERENT COMME LEUR INTERET PRIMORDIAL, COMME LA BASE PRINCIPALE DE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE, COMME LA GRANDE LIGNE DIRECTRICE DE TOUTES LEURS ACTIONS, MAIS SANS EN FAIRE UN OBJET D'ADORATION. "

(Anton Pannekoek - Lénine Philosophe)

Pour Correspondances, Echanges de Publications et Contacts, écrire à :
P.I.C.

RECTIFICATIF :

L'article intitulé "La Crise : Mythes et Réalités" n'est finalement pas inclu dans ce numéro 4 de "Jeune Taupe".
La raison en est que, face à l'importance croissante de la question dont traitait cet article, le P.I.C a décidé de lui consacrer un développement plus conséquent vis-à-vis de la situation actuelle.
Aussi, accompagné d'autres textes et notes, il sera publié très prochainement au sein d'une brochure du P.I.C sur "La Crise".